

www.agencemediapalestine.fr  
21 ter rue Voltaire, 75011 Paris  
agencemediapalestine@gmail.com

Facebook @agencemediapalestine  
X (twitter) @AgenceMediaPal  
Instagram @agencemediapalestine

L'Agence Média Palestine propose et diffuse  
une information alternative sur la situation  
en Palestine/Israël.



# « Médicide » : la destruction systématique et délibérée par Israël de la santé des Palestiniens

Le 1er octobre 2024, l'organisation Medical Aid for Palestinians dénonçait dans un communiqué qu'un « schéma clair d'attaques répétées, directes et apparemment illégales, ainsi que les effets du siège, amènent la MAP à conclure que le système de santé de Gaza est en train d'être systématiquement démantelé ». L'agence Média Palestine revient aujourd'hui sur le crime de médicide perpétué depuis un an par Israël à Gaza.



*Une enfant palestinienne blessée, assise sur le sol de l'hôpital Nasser à Khan Younis dans le sud de la bande de Gaza, le 8 décembre 2023. (Ibraheem Abu Mustafa\_Reuters)*

Depuis le 28 octobre 2024 et le raid brutal israélien qui a mené à **l'arrestation de la quasi totalité des soignant·es qui s'y trouvaient**, il n'y a à l'hôpital Kamal Adwan plus qu'un seul médecin et une seule infirmière. L'établissement est le dernier en fonctionnement dans le nord de Gaza. Dans une déclaration vidéo, le Dr Khalil Daqran exhortait les organisations internationales à envoyer du personnel médical à l'hôpital situé dans le nord de la bande de Gaza, dénonçant que des patients s'y vidaient de leur sang faute de soins appropriés, alors que les camions d'aide humanitaire et de matériel médical sont empêchés de pénétrer la zone.

Cette **situation catastrophique** n'est qu'une nouvelle étape dans la destruction systématique menée Israël depuis maintenant plus d'un an de tout le système de santé de Gaza. L'agence Média Palestine propose un bref tour d'horizon de ces attaques répétées, qui soulignent **l'intention génocidaire** d'Israël d'éradiquer le peuple palestinien dans son ensemble : « Lorsque les hôpitaux sont attaqués, que leurs infrastructures sont détruites et que l'électricité est coupée, la vie des patient·es et du personnel médical est menacée, il s'agit purement et simplement d'une **punition collective imposée aux Palestinien·nes de Gaza** », explique Anna Halford, coordinatrice d'urgence de MSF à Gaza.

## Le soin à Gaza détruit

Fin octobre, 20 des 36 hôpitaux de Gaza étaient **hors service**, tandis que 16 ne fonctionnaient que partiellement. Sur les 11 hôpitaux de campagne, la moitié n'est que partiellement fonctionnelle. Le nombre de lits d'hôpitaux dans la bande de Gaza a chuté de 75 % (d'environ 3 400 au début de la guerre à environ 1 200 fin septembre). Sur les 16 hôpitaux en activité, seuls quatre disposent d'un approvisionnement complet en eau et de services d'égoûts, et deux seulement d'un approvisionnement régulier en électricité.

Dans les hôpitaux surchargés, les médecins sont contraint·es de faire des choix impossibles entre leurs patient·es en raison du manque de matériel et de personnel, comme le raconte le **Dr Odeh** : « Un bébé très, très malade devait être placé sous respirateur. Après le décès du bébé, que faire du respirateur ? Il n'y a aucun moyen de désinfecter le respirateur et de le débarrasser des bactéries multirésistantes. Nous n'avons pas non plus de tuyaux de rechange lorsque nous utilisons le respirateur pour un autre bébé. Il y a donc de très fortes chances de transmettre l'infection à d'autres bébés : soit le bébé meurt parce qu'il n'y a pas de respirateur, soit il meurt à cause de l'infection bactérienne. Les options sont tragiquement limitées. »

Selon les Nations unies, **1 047** membres du personnel médical palestinien ont été assassiné·es et **310** ont été arrêté·es au cours de la guerre – une réalité qui met encore plus à rude épreuve les équipes médicales locales. Les professionnel·les du soin palestiniens·nes considèrent que leur travail de soignant·es les désignent comme des **cibles**, nombre d'entre elles et eux ont été **arrêté·es, maltraité·es** et emmené·es dans des centres de détention en Israël, avant d'être renvoyé·es à Gaza par l'armée. Beaucoup déclarent s'attendre à mourir.

De nombreux·ses membres du personnel médical n'ont pas reçu leur salaire depuis des mois. Un grand nombre d'entre elles et eux ont perdu des membres de leur famille, mais continuent à venir travailler. Beaucoup vivent dans des tentes près des hôpitaux, ou marchent chaque jour – parfois pendant des heures – de la tente familiale à l'hôpital.

## Les Gazaoui·es en danger

Avec le système de soin, c'est bien sûr **la santé des Palestinien·nes** qui est détruite. Outre les bombardements aériens et raids terrestres de l'armée israélienne, les conditions de vie précaires, les déplacements forcés et répétés, la famine et les épidémies développées en raison de l'insalubrité des camps sont autant de risques mortels auxquels est confrontée quotidiennement la population gazaouie.

Dans une **lettre ouverte** à la maison blanche publiée en octobre 2024, 99 professionnel·les de la santé états-unien·nes en mission à Gaza estiment à **62 413** le nombre de **décès dus à la malnutrition et à la maladie**, dont la plupart étaient des enfants. Les patient·es sous dialyse, les cancéreux·ses et les femmes enceintes n'ont nulle part où aller, et il est estimé à environ **5 000** le nombre de **décès dus à des maladies chroniques** qui n'ont pas pu être soignées correctement. De plus, les blessé·es sont souvent incapables d'atteindre les hôpitaux qui fonctionnent encore, car les services d'ambulance ont été pratiquement réduits à néant.

À quelques exceptions près, les soignants estiment que toute la population de Gaza est malade et/ou blessée, et presque tous les enfants de moins de 5 ans souffrent de toux ou de diarrhée. En outre, les soignant·es décrivent une détresse mentale quasi générale chez les jeunes enfants, précisant que certain·es qui étaient suicidaires ou espéraient mourir. L'une des infirmières témoigne que de nombreux enfants ne réagissent plus à la douleur.

Ces morts viennent alourdir dramatiquement **le bilan des victimes** palestiniennes du génocide israélien : « Avec les morts violentes connues, les quelque dix mille personnes ensevelies sous les décombres et certainement mortes, une estimation prudente de 62 413 décès dus à la malnutrition et à la maladie, et une estimation prudente de 5 000 décès chez les patient·es souffrant de maladies chroniques, nous estimons que le nombre actuel de morts est d'au moins **118 908**. »

## Crime contre l'humanité

La destruction du système de santé donne une image sombre du présent de **Gaza**, sans parler de son avenir. Une guerre qui détruit les hôpitaux et ne permet pas la mise en place d'une alternative viable est **une guerre contre une population civile**, aujourd'hui en proie à la maladie et à la famine.

Dans sa requête à la Cour internationale de justice demandant l'application de la Convention sur le génocide à la guerre d'Israël contre Gaza, la République d'Afrique du Sud affirmait que les « attaques incessantes d'Israël contre le système de santé palestinien à Gaza infligent délibérément aux Palestinien·nes de Gaza des conditions de vie calculées pour entraîner leur destruction ».

Une commission d'enquête indépendante des Nations unies sur les dommages causés aux infrastructures sanitaires de la bande de Gaza, publiée en septembre, a conclu que les actions d'Israël s'inscrivent dans une politique délibérée qui constitue un crime contre l'humanité, y compris sous la forme d'extermination et de torture. Les auteur·ices du rapport n'ont trouvé aucun fondement à la plupart des affirmations d'Israël concernant l'utilisation militaire des hôpitaux par le Hamas.

Ce document réfute donc les justifications d'Israël et déclare que les attaques ne respectent pas le principe de distinction et de protection : « Les attaques contre les établissements de santé sont un élément intrinsèque de l'assaut plus large des forces de sécurité israéliennes contre les Palestiniens de Gaza et l'infrastructure physique et démographique de Gaza, ainsi que des efforts visant à étendre l'occupation. Les actions d'Israël violent le droit international humanitaire et le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, et elles sont en contradiction flagrante avec l'avis consultatif de la Cour internationale de justice de juillet 2024. »

« La Commission constate qu'Israël a mis en œuvre une politique concertée visant à détruire le système de santé de Gaza. Les forces de sécurité israéliennes ont délibérément tué, blessé, arrêté, détenu, maltraité et torturé le personnel médical et pris pour cible des véhicules médicaux, ce qui constitue le crime de guerre d'homicide volontaire et de maltraitance et le crime contre l'humanité d'extermination. »

« La Commission estime que ces mesures ont été prises à titre de punition collective contre les Palestiniens de Gaza et qu'elles s'inscrivent dans le cadre de l'attaque israélienne contre le peuple palestinien qui a débuté le 7 octobre. »

## Médecide

Vendredi 26 octobre 2023, la rapporteure spéciale des Nations unies sur la santé Tlaleng Mofokeng a utilisé dans un appel d'urgence pour Gaza à la communauté internationale le terme de « **médecide** », qui désigne **la destruction totale ou partielle d'un système de soins** dans le but de supprimer ou d'endommager les conditions nécessaires pour sauver et maintenir la vie des malades et des blessés.

La destruction massive par Israël des infrastructures médicales à Gaza n'est pourtant pas nouvelle et fait partie intégrante des stratégies de guerre qu'il déploie contre les Palestiniens. Au cours des cinq cycles d'éruption de violence entre 2008 et 2023, l'armée israélienne a porté des coups dévastateurs aux services de santé palestiniens déjà gravement affaiblis par diverses formes de violence structurelle remontant à plusieurs décennies.

Au total entre décembre 2008 et mai 2021, Israël a mené 180 frappes contre des hôpitaux, des cliniques médicales et des ambulances dans la bande de Gaza. Ces attaques ont eu lieu alors que des centaines, voire des milliers de blessés palestiniens cherchaient un traitement médical urgent dans les hôpitaux et les cliniques ou un refuge dans leurs bâtiments.

Au cours de l'attaque de 2008-9 contre Gaza, l'armée israélienne a endommagé ou détruit 58 hôpitaux et cliniques, ainsi que 29 ambulances, tout en tuant 16 travailleurs médicaux et en blessant 25 autres.

Lors de la campagne militaire de 2012, les destructions ont été plus limitées, avec 16 hôpitaux et cliniques, ainsi que 6 ambulances, endommagés ou détruits, et trois travailleurs médicaux blessés. Deux ans plus tard, cependant, 73 hôpitaux et cliniques et 45 ambulances ont été endommagés ou détruits, 23 travailleurs médicaux ont été tués et 76 autres blessés. Lors de la campagne militaire de 2014, l'armée israélienne a eu recours à des « frappes multiples consécutives » sur un même site, ce qui a entraîné une augmentation du nombre de victimes civiles mais aussi des meurtres et des blessures parmi les intervenant·es des premiers secours. En mai 2021, des frappes aériennes israéliennes ont endommagé 33 centres de soins, dont le principal laboratoire COVID-19 de Gaza, et au moins deux médecins éminents ont été tués.

**Chacune de ces formes d'attaques contre les système de santé a été reproduite dans l'année écoulée à Gaza, dans une ampleur et une intensité sans précédent.**

## **Chronologie de la destruction du système de santé à Gaza depuis le 7 octobre 2023**

L'Agence Média Palestine propose ci-dessous une chronologie des attaques sur les hôpitaux de Gaza. Celle-ci est non-exhaustive et ne concerne que des assauts directs sur les bâtiments hospitaliers, elle ne prend pas en compte les frappes indirectes, les tirs ciblant les personnels de premiers secours et d'autres attaques envers les soins des Palestinien·nes.

### **Octobre**

Dès le **7 octobre 2023**, Médecins Sans Frontières (MSF) rapporte que des **tirs des forces israéliennes** ont frappé l'hôpital indonésien de Beit Lahia et une ambulance devant l'hôpital Nasser de Khan Younis, tuant une infirmière et un chauffeur d'ambulance et blessant plusieurs autres personnes.

Le même jour, Israël coupe toute fourniture d'électricité à Gaza, et de nombreuses organisations alertent aussitôt sur l'**impact dramatique** que cette décision aura sur les hôpitaux et sur la survie des centaines de blessé·es qui y affluent suite aux bombardements massifs et aveugles des zones densément peuplées de l'enclave Palestinienne. Des médecins gazaoui·es alertent le 10 octobre 2023 que leurs générateurs ne disposent plus que de 3 jours de réserve d'énergie. Le **blocage** de l'arrivée de convois humanitaires conduit rapidement à des **pénuries d'eau, de médicaments et de matériel médical** qui n'ont fait que s'aggraver depuis lors. Le 16 octobre, le président de MSF alerte sur son compte X que les médecins de l'hôpital Al-Shifa opèrent désormais sans analgésiques.

Dans les semaines qui suivent, de **nombreuses frappes israéliennes** endommagent les bâtiments médicaux de Gaza, tuant et blessant leur personnel. Si ceux-ci ne sont à priori pas toujours la cible directe des attaques, de nombreuses voix s'élèvent pour rappeler que **le droit international impose que les hôpitaux soient protégés** et accusent Israël de ne pas prendre de mesures pour éviter de les impacter : le droit des conflits armés (DCA), l'article 12 du protocole additionnel I, qui stipule que « les unités médicales doivent être respectées et **protégées** en tout temps et ne doivent pas être l'objet d'attaques ».

Le 25 octobre, le ministère de la santé de Gaza annonce que le système de santé est « complètement hors service » et qu'au moins **7 000** patient·es malades ou blessé·es risquent de mourir. Les blackouts ou coupures de communications, récurrents à partir de la mi-octobre, empêchent les survivant·es des bombardements d'appeler les secours et d'obtenir de l'aide à temps.

## Novembre

L'hôpital AL-Shifa, situé en plein centre de la ville de Gaza, est progressivement encerclé par l'armée israélienne à partir de 11 novembre. Le ministère de la santé de Gaza dénonce que les **15 000** Palestinien·nes qui s'y étaient réfugié·es sont mis en danger par cette opération, de même que les 1 500 patient·es et 1 500 membres du personnel médical. MSF rapporte que des médecins et des patient·es ont été ciblé·es par des tirs de précision, et que des familles qui tentaient de quitter l'enceinte de l'hôpital ont été tuées par l'armée israélienne.

Le 15 novembre commence le **premier assaut terrestre israélien sur l'hôpital Al-Shifa**, qui durera trois jours et est aussitôt qualifié d'«inacceptable » par l'Organisation Mondiale de la Santé. Le 17 novembre, des membres du personnel médical affirment que **50** patient·es sont mort·es, dont des enfants, en raison du manque d'électricité et d'oxygène. Le 18 novembre, une partie des patient·es et des réfugié·es est évacuée de force.

Le 20 novembre, un **tir d'obus** israélien frappe le deuxième étage de l'Hôpital Indonésien à Beit Lahia au nord de Gaza, tuant **12** personnes. L'hôpital est ensuite encerclé, et une partie des civil·es qui s'y abritaient est évacuée de force, sur le même schéma que ce qui était observé à Al-Shifa quelques jours plus tôt.

Le 21 novembre, quatre médecins sont assassinés dans le bombardement de l'hôpital Al-Awda au nord de Gaza, alors que l'OMS annonce préparer l'évacuation des 3 seuls hôpitaux fonctionnels du nord de l'enclave. Des nombreux incidents surviendront pendant ses évacuations, lors desquels des patient·es et du personnel médical sont tué·es ou arrêté·es et emprisonné·es par Israël.

## Décembre

Quelques heures après la fin de la trêve mise en place du 24 au 30 novembre, MSF rapporte que l'hôpital Al-Awda a été endommagé par une **explosion** et dénonce les **bombardements indiscriminés** de l'armée israélienne sur la zone. Al-Awda est ensuite assiégé, et au moins deux médecins Palestiniens sont tués par des tireurs d'élite israéliens dans les jours qui suivent. Les patient·es et réfugié·es assiégés doivent vivre sans eau potable et avec un seul repas par jour.

L'hôpital Kamal Adwan est touché par des **bombardements aériens** les 3 et 5 décembre, tuant au moins 4 personnes dont des enfants. Plus de **10 000** Palestinien·nes déplacé·es y sont réfugié·es et des témoins racontent que des dizaines de corps y attendent de pouvoir être enterrés en raison des intenses bombardements.

Le 8 décembre, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres annonce que 286 travailleur·ses de la santé ont été assassiné·es par Israël depuis le 7 octobre. Le 10 décembre, le ministère de la santé indique que **50 000** personnes ont été blessé·es par Israël pendant cette même période. Les hôpitaux encore fonctionnels sont submergé·es, des médecins rapportent devoir traiter leurs patient·es **à même le sol**, faute de lits à leur fournir.

Après 5 jours de siège, un raid est lancé par l'armée israélienne sur l'hôpital Kamal Adwan le 12 décembre, qui conduira à l'arrestation de **70** personnes le lendemain, sans indication du motif ni du lieu de leur détention. Le 14 décembre, le ministère de la santé de Gaza rapporte que **2 500** réfugié·es de Kamal Adwan ont été évacué·es de force et que les soldat·es israélien·nes ont empêché le personnel médical de continuer à soigner 12 bébés en soins intensifs et 10 patient·es du service des urgences, ce qui a entraîné deux décès.

Le 17 décembre, l'armée israélienne prend le contrôle de l'hôpital Al Adwan, qui est décrit comme « **en ruine** ». Les hommes de plus de 16 ans sont emmenés, déshabillés et interrogés avant d'être pour la plupart renvoyés vers l'hôpital avec l'ordre de ne pas le quitter. Des témoins rapportent que l'armée israélienne a **profané des corps** en roulant dessus avec des **bulldozers**. Le même jour, la maternité de l'hôpital Nasser à Khan Younis est touchée par des tirs et une enfant de 12 ans est tuée.

Le 18 décembre, l'hôpital Al-Ahli, également appelé l'hôpital baptiste, est attaqué par l'armée israélienne, qui force les réfugié·es qui s'y trouvent à sortir et arrêtent deux médecins. L'hôpital est partiellement détruit et est décrit comme « hors service » par ses médecins. Quatre blessé·es lors de cette attaque meurent de leurs blessures le lendemain. Le 25 décembre, le ministère de la santé de Gaza déclare que 23 hôpitaux sont hors service et que le système de santé est au « **stade final** » de l'effondrement, avec **800 000** personnes dans le nord de Gaza qui n'ont pas accès aux soins de santé.

## Janvier

Le 2 janvier, le Croissant-Rouge palestinien déclare que les forces israéliennes ont **pris pour cible** le huitième étage de son siège à Khan Younis, causant la mort d'au moins quatre personnes déplacées, dont un bébé.

Le 6 janvier, MSF annonce évacuer son personnel de l'hôpital des Martyrs d'Al-Aqsa à Deir Al-Balah, redoutant un futur siège de l'hôpital en raison des intenses bombardements depuis plusieurs jours dans toutes les zones environnantes. Le 7 janvier en effet, l'armée israélienne lâche par voie aérienne des tracts désignant toute la zone environnant l'hôpital Al-Aqsa comme une « **zone rouge** ». Le ministère de la santé de Gaza affirme que des drones israéliens « tirent sur tout ce qui bouge », empêchant l'accès comme la fuite de l'hôpital.

Le 10 janvier, au moins **40** personnes sont tuées dans un **bombardement** à l'entrée de l'enceinte du bâtiment. Le 12 janvier, l'hôpital est plongé dans la pénombre et ses respirateurs et couveuses sont coupées, n'ayant plus de carburant nécessaire à faire fonctionner les générateurs d'électricité. L'hôpital Al-Aqsa fonctionne avec seulement 10% de son équipe médicale.

Le 15 janvier, l'organisation mondiale de la santé (OMS) déclare que l'hôpital Nasser fait face à un **afflux de blessé·es** et doit accueillir plus du double de ses capacités. Des intenses bombardements se rapprochent du complexe hospitalier tout au long du mois de janvier, faisant craindre un nouveau siège et entraînant des mouvements de panique parmi les réfugié·es.

Le 23 janvier, des ordres d'évacuations concernant des zones incluant l'hôpital Nasser sont délivrés par l'armée israélienne. Une partie de l'équipe médicale et des réfugié·es sont contraint·es de fuir, l'hôpital fonctionne désormais avec moins de **20%** de son personnel. Les attaques israéliennes s'étendent à Khan Younis et menacent également l'hôpital Al-Amal.

Le 24 janvier, le Croissant-Rouge palestinien (PRCS) déclare que les forces israéliennes assiègent son siège et l'hôpital Al-Amal à Khan Younis et imposent un **couvre-feu** dans le périmètre. Le ministère de la santé de Gaza indique que l'hôpital Nasser est isolé et qu'environ **400** patients diabétiques ne peuvent pas recevoir leur traitement. Des témoignages rapportent que personnes fuyant Nasser sont **tuées** par des chars et des drones israéliens.

Le 27 janvier, le ministère de la santé de Gaza affirme que les réservoirs d'eau du complexe médical Nasser ont été endommagés par des éclats d'obus et des tirs de drones israéliens. Ces dégâts entraînent des fuites d'eau dans les bâtiments et dans l'unité de soins intensifs de l'hôpital, ainsi qu'une pénurie d'eau dans le centre de dialyse. L'hôpital assiégé n'est plus en mesure d'évacuer ses déchets médicaux et non-médicaux, et est contraint d'enterrer des dizaines de corps d'enfants dans une fosse commune, faute de pouvoir atteindre les cimetières.

Le 30 janvier, des **tanks** israéliens pénètrent dans la cour de l'hôpital Al-Amal et forcent les palestinien·nes qui y étaient réfugié·es à partir en **brûlant** leur tentes. Tous les bâtiments de l'hôpital subissent des **tirs** et des blessé·es succombent **faute de personnel et de matériel médical**. Les deux hôpitaux de Khan Younis annoncent ne plus être en mesure de fournir de la nourriture à leurs patient·es comme à leurs équipe.

## Février

Le 2 février, les hôpitaux de Khan Younis Al-Amal et Nasser annoncent faire face à de sérieuses **pénuries** en oxygène et en médicaments. Le 5 février, un corridor est mis en place pour évacuer 8 000 Palestinien·nes de l'hôpital Al-Amal en direction de Rafah. Le 9 février, l'armée israélienne lance un assaut terrestre sur Al-Amal. Le 13 février, le bombardement d'une école à proximité de l'hôpital Nasser provoque un incendie qui détruit **80%** des fournitures médicale dont disposait le centre. L'hôpital est toujours assiégé et fait face à une situation sanitaire catastrophique.

## Mars

Le 18 mars, l'armée israélienne entame un nouveau **raid** sur l'hôpital Al-Shifa dans la ville de Gaza, déjà attaqué et partiellement détruit en novembre. L'attaque dure deux semaines et fait de nombreuses victimes, sans qu'on puisse en déterminer le nombre exact. **Plusieurs charniers** seront découverts les mois suivants dans la cour de l'hôpital, dans lesquels certaines corps sont enterrés encore attachés à un cathéter.

## Avril

Le 1er avril, après une opération de 14 jours menée par les forces israéliennes à l'intérieur et autour de l'hôpital Al-Shifa, l'hôpital est laissé **en ruines** et hors service. Une clinique de MSF située à proximité de l'hôpital a également été gravement endommagée. **Des centaines de personnes ont été tuées**, y compris des membres du personnel médical, et des **arrestations massives** de membres du personnel médical et d'autres personnes ont eu lieu à l'intérieur et autour de l'hôpital.

## Mai

Le 7 mai, au lendemain du début de l'offensive israélienne à **Rafah**, MSF déclare transférer son personnel à l'hôpital Nasser. L'UNOCHA indique que le plus grand hôpital de Rafah, l'hôpital Abu Youssef An Najjar, a été **contraint d'évacuer**. La principale maternité de Rafah annonce **ne plus pouvoir accepter de nouvelles patientes**.

Le 10 mai, des témoignages rapportent que les hôpitaux de Rafah sont **désertés** par les patient·es et le personnel médical qui fuient les intenses bombardements. Celles et ceux qui ne peuvent se déplacer risquent de **mourir faute de soin**.

La fermeture du point de passage de Rafah bloque également le transfert de nombreux·ses malades et blessé·es nécessitant des soins en Égypte.

Les 25 et 28 mai, les hôpitaux de campagne de Rafah sont contraints d'être **évacués** lorsque les combats se rapprochent du centre-ville.

## Juillet

Le 2 juillet, une zone de Khan Younis comprenant l'hôpital européen de Gaza, l'un des dernier hôpital fonctionnel de l'enclave, est **contrainte à évacuer** par l'armée israélienne. Malgré la parution d'une seconde déclaration israélienne affirmant que l'hôpital n'est pas concerné par l'ordre d'évacuation, la majorité des patient·es et du personnel fuient vers les hôpitaux Nasser et Al-Amal, qui sont très vite saturés.

## Août

Le 19 août 2024, un premier cas de polio est détecté à Gaza. Une campagne de vaccination sera déployée par la suite, principalement prise en charge par l'UNRWA.

## Octobre

Le 19 octobre, l'hôpital indonésien et l'hôpital Al-Awda sont directement visés par des **tirs**, alors que le siège israélien du nord de Gaza dure depuis deux semaines, que l'arrivée d'aide humanitaire et de fournitures médicales est bloquée et que de nombreux·ses blessé·es affluent. Il est estimé que plus de 350 patient·es sont assiégé·es, dont des femmes enceintes ou des patient·es en convalescence ne pouvant se déplacer.

Le 22 octobre, le directeur de l'hôpital al-Awda, Bakr Abu Safiyeh, déclare que des quadcoptères israéliens ont ouvert le feu **directement sur l'hôpital**. Il affirme également que les **drones** prennent pour cible toute personne aux alentours de l'hôpital, y compris des **ambulances**.

Le 23 octobre, des drones israéliens larguent des tracts et diffusent des messages vocaux à l'attention des Palestinien·nes se trouvant aux alentours de l'hôpital Kamal Adwan (le **dernier** hôpital fonctionnel du nord de Gaza, où des centaines de personnes sont réfugiées) et à l'intérieur de ses locaux, **leur ordonnant de partir**. Après plusieurs jours de siège ponctué de plusieurs tirs ciblés, un **raid** israélien est déclenché le 28 octobre sur l'hôpital Kamal Adwan, qui conduit à l'arrestation de l'entièreté de son personnel, à l'exception de son directeur et d'une infirmière.